

**50 ANS** ★ ★ ★  
**D'EXPERTISE**  
au service de la production  
organisée

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018

 **UGPVB**  
Union des Groupements de  
Producteurs de Viande de Bretagne

# SOMMAIRE

UGPVB, les chiffres clés	P. 4
Nos 3 missions et notre gouvernance	P. 6
Notre équipe	P. 7
50 ans de présidence	P. 8
50 ans d'expertise	P. 10
Nos partenaires nationaux et européens	P. 54
Nos adhérents	P. 55



**1**

## ÉCONOMIE

RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ DES FILIÈRES

P. 12



**2**

## ENVIRONNEMENT

SIMPLIFIER ET PROGRESSER

P. 20



**3**

## SANITAIRE

TENDRE VERS L'EXCELLENCE

P. 26



**4** **QUALITÉ**  
RENFORCER LES DÉMARCHES  
P. 32



**5** **BIENTRAITANCE**  
SAVOIR-FAIRE ET FAIRE SAVOIR  
P. 40



**6** **JURIDIQUE**  
ACCOMPAGNER LE COLLECTIF  
P. 44



**7** **COMMUNICATION**  
PROMOUVOIR LES MÉTIERS  
P. 48



L'Union des Groupements de Producteurs de Viande de Bretagne est un syndicat professionnel qui fédère les Organisations de Producteurs (OP) de viande porcine, de viande bovine en Bretagne et d'œufs en Bretagne, Pays de Loire et Normandie.

**L'UGPVB compte 3 sections et 28 Organisations de Producteurs adhérentes**



## 6 OP BOVIN

7900 élevages

140 000 jeunes bovins  
et 115 000 vaches  
mis en marché

## PRODUCTION

6550 exploitations  
avec des vaches allaitantes

12% de la production de vaches  
de réforme

Cheptel vaches allaitantes :  
111 000

Première région d'abattage  
de gros bovins et de veaux :  
318 200 tonnes



## 10 OP PORC

4754 éleveurs

5694 élevages

15 869 771 porcs

charcutiers et

199 854 animaux de  
réforme mis en marché

## PRODUCTION

110 élevages naisseurs : 38 573 PR\*

2249 naisseurs-engraisseurs :  
479 986 PR\* et 2 866 378 PE\*

3124 élevages engraisseurs  
+ post-sevreurs/engraisseurs :  
2 265 772 PE\*

\* PR = places de reproducteurs

\* PE = places d'engraissement



## 12 OP ŒUF

655 producteurs  
sur les régions Bretagne,  
Pays de Loire et Normandie

6,2 milliards d'œufs  
commercialisés

## PRODUCTION

19,30 millions de poules pondeuses  
groupement \*

43,5% de la production française  
dont 27,2 % en œufs alternatifs  
(sol, plein-air, Label Rouge et bio)

\* poules groupement = lots avec contrat de  
reprise d'œufs par l'OP

# NOS 3 MISSIONS



- **Initier et mettre en œuvre des démarches collectives**
- **Défendre les intérêts des adhérents**
- **Informier, former et conseiller**

---

## NOTRE GOUVERNANCE

Président

Michel BLOC'H

Vice-Président

Philippe DAGORNE

Directeur

Jacques CROLAIS

Secrétaire

David JOUBIER

Trésorier

Philippe BIZIEN

---

---

## NOS COMMISSIONS ET PRÉSIDENTS

Commission Environnement  
Bernard ROUXEL

Commission Sanitaire Œufs

Commission Sanitaire Porc  
Bernard CHRÉTIEN

Commission Qualité Porc  
Jean-Pierre SIMON

Commission Communication Porc  
David RIOU

Commission Bienveillance  
OS Porc Bretagne  
Mickaël BENOIT  
Jean-Pierre SIMON

Comité de pilotage Énergie  
Jérôme ORVAIN

---

# NOTRE ÉQUIPE



1



2

*De gauche à droite : Emilie Charpentier (Communication), Jean-Michel Noury (Environnement), Morgane Daniel (Assistante), Mathilde Helstroffer (Juridique - Droit privé/Bienveillance), Pierre Chapon (Informatique), Notwenn Coualan (BDPorc), Marie-Christine Desrue (BDPorc), Séverine Lambin (Assistante), Jacques Crolais (Direction), Laurie Detrimont (Qualité/Sanitaire), Gilles Guillaume (Section œuf/Aides porc), Olivier Chevrel (Comptabilité), Justine Aubril (Environnement), Alexis Douillard (Juridique - Droit public)*

*1 : Solenn Cordonnier (BDPorc) / 2 : Delphine D'Hooge (Assistante)*

## UNE ÉQUIPE AUSSI AU SERVICE DE



Interprofession  
des Fertilisants  
Organiques  
de l'Ouest



# 50 ANS DE PRÉSIDENCE



Depuis 1968, les organisations de producteurs ont pu compter sur le relais de plusieurs générations d'éleveuses et éleveurs pour piloter l'UGPVB et ses 3 sections. Les 50 ans de l'UGPVB sont l'occasion de les remercier pour leur ténacité et leurs convictions ! Si l'UGPVB est ce qu'elle est aujourd'hui, c'est grâce à ces Femmes et ces Hommes attachés à l'aventure collective pour fédérer les éleveurs et promouvoir les productions !

## PRÉSIDENTS SECTION PORC



Yves Bécouarn  
*Coopérative de l'Argoat*  
**1<sup>er</sup> PRÉSIDENT UGPVB**



Sébastien Coupé  
*Cooperl*



Jean Adam  
*Unicopa*  
**3<sup>e</sup> PRÉSIDENT UGPVB**



Marcel Corman  
*Porc Bretagne Ouest*  
**4<sup>e</sup> PRÉSIDENT UGPVB**



Michel Bloc'h  
*Coopagri*  
**5<sup>e</sup> ET ACTUEL PRÉSIDENT UGPVB**

## PRÉSIDENTS SECTION ŒUFS



Daniel Le Méhauté  
*Armor Œufs*



Marie-Madeleine Beaudet  
*Coopagri*



Jean Quennemet  
*Armor Œufs*



Rolland Burban  
*Armor Œufs*



Yves-Marie Beaudet  
*Triskalia*

## PRÉSIDENTS SECTION BOVIN



René Loury  
*Copavit*

2<sup>e</sup> PRÉSIDENT UGPVB

Joseph Orhan  
*Cecab*



Louis Perrin  
*CA 3 Provinces*



Philippe Dagorne  
*Coopel Bovin*

**50 ANS**   
**D'EXPERTISE**



## Une aventure collective au service de la production organisée

Quelle est la force de la production organisée ? Quelles sont les clés de la réussite de l'aventure collective ? Action collective et concurrence entre OP : antagonisme ou complémentarité ? Quels sont les enjeux au cœur de l'action collective pour demain ?... 4 éleveurs nous apportent leur éclairage.

### **Michel BLOC'H, Président de l'UGPVB depuis 2009**

« Fondamentalement, les paysans que nous sommes sont souvent individualistes. Mais ils sont aussi conscients qu'ils doivent se regrouper. Et c'est souvent par nécessité. L'aval de nos filières a compris l'enjeu de se regrouper et d'agir collectivement pour gagner en efficacité et en pouvoir de marché. Ce qui s'imposait par nécessité par la création des OP et de l'UGPVB doit s'approfondir demain si nous souhaitons exister, prendre notre destin en main, transmettre. » >>

### **Éric GUÉLAFF, producteur d'œufs (50)**

*« Pour réussir ensemble, la vision collective doit primer sur le projet individuel. En production, c'est la clé de la réussite de nos filières et de nos projets dans nos élevages. »*

### **Michel COJEAN, éleveur de bovins (22)**

*« La force de la production organisée, c'est la défense des intérêts de ses adhérents et assurer un relais actif des organisations de producteurs auprès des instances politiques. Les enjeux pour demain seront de regrouper l'offre pour gagner en pouvoir de marché et répondre aux attentes des consommateurs. »*

### **David LOUZAOUEN, éleveur de porcs (29)**

*« Être fédéré à l'Union des Groupements, c'est permettre demain une meilleure valorisation des produits issus de nos productions par le collectif, en termes de prix. Pour cela, il faut regrouper les forces commerciales pour que les éleveurs se réapproprient la culture du commerce. La diversité des OP crée de l'émulation entre tous mais on doit pouvoir s'entendre sur une vision globale du commerce. »*



# Assemblée Générale Ordinaire

Rapport  
d'activité



# 1

ÉCONOMIE  
RENFORCER  
LA COMPÉTITIVITÉ  
DES FILIÈRES



## CONTACTS

- Porc : Jacques CROLAIS
- Œuf : Gilles GUILLAUME

# NOS ACTIONS 2018



## Dumping social

Travaux d'expertise sur le coût global de la main d'œuvre dans les entreprises d'abattage-découpe en Europe.

## Plan filière INAPORC

Harmonisation des cahiers des charges, développement des signes de qualité, création du logo "**Charcuterie de France**", développement de la stratégie export, ouverture du dialogue avec les associations, définitions des indicateurs de coût de production.

## Écotaxe

Relance des travaux du collectif des acteurs économiques bretons pour éviter la création d'une vignette transport.

# ZOOM

## LES Z'HOMNIVORES

L'UGPVB a participé à la création du collectif "Les Z'Homnivores".

- **Sa vocation** : Conduire des actions qui visent à restaurer la confiance des consommateurs dans le régime omnivore et les aliments animaux.
- **Ses actions** : Veille, analyse et documentation / Appui en communication de crise / Définition et partage d'une pensée / Expressions sur internet et les réseaux sociaux / Communication grand public / Colloque régional le 11 décembre « 2030, Humanité Omnivore ? ».





## Réforme de la fiscalité agricole

3 propositions simples présentées à Bercy pour encourager l'investissement, harmoniser le social et le fiscal, consolider fiscalement les jeunes installés.



## Conjoncture Œufs

Suivi du marché de l'œuf (coquille et industrie) et des poules de réforme en lien avec :

- La sortie de la crise du Fipronil en œuf
- Les évolutions de l'aval (liquidation Doux) en poule de réforme

## Prospective Œufs

Réalisation de deux enquêtes prospectives (1/semestre) sur l'évolution du potentiel de production d'œufs, à 2 ans, par mode d'élevage sur le Grand Ouest. Suivi de l'évolution de la segmentation : substitution cages/alternatif (sol, plein-air ou biologique).

## Adaptation des bâtiments cages

Travaux sur la situation des élevages en production d'œufs "cages" confrontés à l'absence de solution de conversion immédiate ou à court terme, vers une production d'œufs alternative (sol ou plein air), que ce soit pour des raisons techniques ou financières.

## Sécurité et intervention en élevages avicoles

Échanges autour de cette problématique avec les entreprises prestataires de services.

## Étiquetage produits transformés

Travaux, en lien avec le CNPO\*, en faveur de l'extension de l'accès au logo "Œufs de France" aux produits élaborés à base d'œufs.

\* Comité National de Promotion de l'Œuf

# ZOOM



## PAC 2020 ET EGA\* : S'ORGANISER

En 2017, le bureau des Présidents a produit une contribution (Organisation de la Production, modernisation des filières, prévention et gestion de crises, etc.), qu'il a portée à Bruxelles avec l'appui de Breiz Europe.

Fin 2017, le règlement OCM a évolué en assouplissant les règles de la concurrence applicables aux associations d'OP (AOP). Par ailleurs, les orientations politiques exprimées en France dans le cadre des débats "EGA" invitaient les éleveurs à mieux s'organiser pour renforcer leur pouvoir de marché.

Enfin en 2018, la Commission Européenne a fait des propositions de réforme de la PAC : le financement de programmes sectoriels portés par les OP/AOP sera possible pour le secteur de la viande. C'est dans ce contexte que les OP Porc de l'Ouest, désireuses de préserver leur diversité, ont accentué leurs travaux quant à l'opportunité de s'organiser en AOP.

Leurs ambitions : agir collectivement pour prévenir ou gérer les crises, assurer l'équilibre du marché pour définir le juste prix, soutenir le fonctionnement du Marché du Porc, émarger au budget de la PAC pour financer des actions "structurelles" visant à améliorer la compétitivité.

\* EGA : États Généraux de l'Alimentation





## DUMPING FISCAL - TVA

Dans le prolongement de la plainte déposée par le collectif contre le dumping fiscal en Europe\*, la Commission Européenne a ouvert, début mars 2018, une procédure d'infraction concernant la mise en œuvre de la directive TVA en Allemagne. Il s'agit d'une première étape importante qui illustre le bien-fondé du dossier, la solidité des arguments mis en avant par la profession.

À défaut d'évolution sur ce dossier en Allemagne, le collectif confirme sa demande auprès de la Commission Européenne de mise en œuvre des étapes suivantes de la procédure : avis motivé mettant en demeure l'Allemagne de se conformer, puis le cas échéant, saisine de la cours de justice européenne. Par ailleurs, la seconde plainte, pour Aide d'État, déposée auprès de la Commission Européenne, est en cours d'instruction.

Pour rappel, le détournement du système TVA en Allemagne se traduit par une aide fiscale récurrente au profit des éleveurs de porcs allemands, soit en moyenne 50 M€/an de 2008 à 2012.

\* CRP Bretagne, UGPVB, Coop de France, FNP, Aliporc, UNGPP, Inter-porc Nord Picardie, Association Régionale Porcine Poitou-Charente, Interporc Rhône Alpes, CRP Pays de la Loire, Inpaq, Ariporc Centre. Le Collectif est également soutenu par INAPORC.



# CHIFFRES CLÉS



## Conjoncture

Prix MPB sur 46 semaines :  
moyenne = **1,198 €/kg**

Point haut :  
**1,296 €/kg** le 13/09/2018

Point bas :  
**1,100 €/kg** le 25/01/2018

## Appui technique en 2018

Nombre de centralisations dans  
la chaîne de références :

**597** GTTT-GTE

**14** Tableaux de bord

**129** GTE élevages sans truie

ATC (Assistance technique Collective) :

**2** OP

**7** groupes

**64** éleveurs

## Aides PCAEA 2015/18

(411b + 412 sur 7 AAP)

**Bovin viande** : **141** dossiers  
4,673 M€ (4,03 %/total)

**Porc** : **862** dossiers  
26,676 M€ (22,98 %/total)

**Œuf** : **192** dossiers  
5,447 M€ (4,69 %/total)

**Lait** : **1 616** dossiers  
54,677 M€ (47,09 %/total)



---

## Répartition de la consommation des œufs

(Source CNPO 2018)

Autoconsommation : **4%**

Coquille : **59%**

dont 49 % via achats des ménages en magasins et 10 % via œufs coquille en RHD

Ovoproduits : **37%**

---

## Conjoncture bovine

Vache « R » moyenne 2018 :

**3,78 €/kg** carcasse

(- 1,05 % vs 2017)

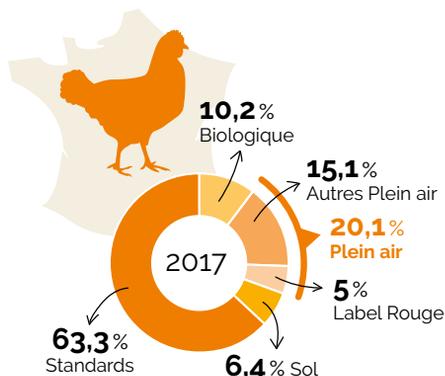
JB « U » moyenne 2018 :

**3,87 €/kg** carcasse

(- 2,27 % vs 2017)

---

## Répartition des modes d'élevages de poules pondeuses en France en 2017



Source : CNPO d'après Agence Bio, Synalaf, DGAL - 2017

---



# 2

## ENVIRONNEMENT SIMPLIFIER ET PROGRESSER



**Responsable professionnel**  
Bernard ROUXEL

### **CONTACTS**

- Justine AUBRIL
- Alexis DOUILLARD
- Jean-Michel NOURY

# NOS ACTIONS 2018



## Directives Nitrates

- Participation active aux travaux régionaux pour l'élaboration du 6<sup>e</sup> programme d'actions : proposition d'évolutions, négociation et positionnement sur le projet d'arrêté.
- Participation aux travaux sur les textes relatifs au dispositif de surveillance de l'azote : négociation en région et positionnement sur les projets de textes nationaux.

## Interprofession des Fertilisants Organiques de l'Ouest (IF2O)

- Animation de l'association, veille réglementaire et travaux d'amélioration des prescriptions des fertilisants organiques.
- Réalisation d'une base de données d'analyses de fertilisants.

## Norme sur les engrais organiques

- Saisine du ministère de l'agriculture concernant les seuils en éléments pathogènes dans le cadre du projet de norme sur les engrais organiques.
- Travaux techniques et proposition de nouveaux seuils.

## Aides Agences de l'eau

Intervention auprès de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour maintenir dans le 11<sup>e</sup> programme d'intervention, les aides au suivi des stations de traitement et à la résorption du phosphore.



## **Installations classées pour l'environnement (ICPE)**

- Veille réglementaire à destination des OP sur :
  - Le décret relatif aux capacités techniques et financières,
  - Le projet de réforme de l'autorité environnementale,
  - La loi pour une société de confiance (Essoc).
- Projet de loi sur la suppression des surtranspositions des directives européennes :
  - Contribution à la rédaction d'articles repris dans le projet de loi,
  - Proposition d'amendements.

## **Réexamen des élevages IED\***

- Participation aux discussions avec l'administration nationale (DGPR\*) sur l'application française du BREF\* Élevage.
- Appui aux OP pour la réalisation des dossiers : veille, trames et réponses aux questions.

## **Prévention des risques de pollution**

Rédaction d'une note, diffusée aux éleveurs via les OP, apportant des recommandations pour limiter les risques de fuite de lisier dans le milieu naturel.

## **Chute d'animaux en préfosses**

Accompagnement du SDIS\* 22 dans la rédaction d'une procédure de sécurité à destination des sapeurs pompiers amenés à intervenir pour récupérer des animaux en préfosses.

---

\* IED : Directive sur les Émissions Industrielles

DGPR : Direction Générale de la Prévention des Risques

BREF : Document de référence sur les meilleures techniques

SDIS : Service Départemental d'Intervention et de Secours

ADIVALOR : Agriculteurs, Distributeurs, Industriels, pour la VALORisation des déchets agricoles

# NOS ACTIONS 2018



## Déchets d'élevage

Démarches auprès d'ADIVALOR\* et des fournisseurs de produits d'hygiène et de nutrition, dans la perspective de mise en place d'une filière de collecte des emballages usagés en plastique.

## Lobbying européen

Organisation avec Breiz Europe d'une visite en Bretagne de Karl Falkenberg, conseiller spécial en économie circulaire auprès du Président de la Commission Européenne.

## CHIFFRES CLÉS



### Les publications

- 4 Infos environnement
- 1 Fiche technique  
« prévention fuites de lisier »
- 4 Infos électricité
- 58 Mails d'informations  
aux services environnement

### Animation du réseau

- 2 Journées Grand Ouest de  
formation des techniciens
- 3 Commissions environnement
- 8 Groupes de travail thématiques
- 18 Consultations des référents des OP



## OFFRELEC'OUEST

À la suite des appels d'offres collectifs de 2015 et 2016 visant à proposer aux éleveurs des tarifs d'électricité optimisés, les trois Unions d'OP du Grand Ouest ont réitéré la démarche en 2018, baptisée OFFRELEC'OUEST.

2448 compteurs se sont ainsi engagés :

- 1806 compteurs (> 36 kVa) sont engagés auprès d'ENI pour un prix indexé ARENH\* et la possibilité de basculer sur un prix 100 % marché. Le contrat durera 3 ans (+ 1 an en option).
- 642 éleveurs (≤ 36 kVa) sont engagés auprès de Direct Energie pour 3 ans, avec un prix indexé sur le tarif réglementé.

Les nouveaux contrats d'électricité démarreront dès le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Le collectif est une vraie force qui a permis d'obtenir de réels avantages en donnant accès à des dispositifs intéressants, inaccessibles à titre individuel.

En parallèle, le collectif travaille sur la démarche EFFAC'OUEST pour valoriser les groupes électrogènes. 30 sites pilotes ont été équipés pour tester différents scénarii d'effacement. Si les tests sont concluants, des propositions de valorisation des groupes électrogènes seront soumises en 2019.

\* Accès Régulier à l'Énergie Nucléaire Historique



# 3

## SANITAIRE TENDRE VERS L'EXCELLENCE



### Responsables professionnels

- Porc : Bernard CHRETIEN
- Bovin : Philippe DAGORNE

### CONTACTS

- Porc : Laurie DETRIMONT
- Œuf : Gilles GUILLAUME

# NOS ACTIONS 2018



## FCO (Fièvre Catarrhale Ovine)

Placement de l'ensemble de la zone française en statut non indemne. Homogénéisation des transports d'animaux sur l'ensemble du territoire français. En contrepartie, obligation de PCR pour les animaux exportés. Négociations en cours pour l'exportation des veaux.



## SDRP

Mise en place de la charte "Protection des élevages négatifs SDRP ayant des truies".

## Veille sanitaire

Pestes Porcines, Fièvre Aphteuse, Fièvre Porcine Africaine (cf. *zoom* page 31).

## Procédure importation de porcelets

Extension de la procédure existante (recherche de souches étrangères SDRP) à la recherche de souche DEP.

## Enquête séroprévalence DEP

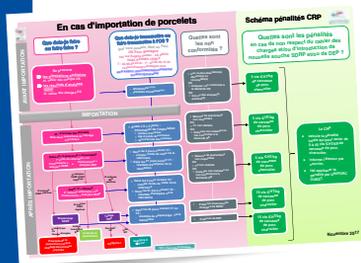
300 détenteurs de sites d'élevages bretons ont participé à cette enquête nationale de l'ANSP.

## Stations de lavage

Bilan des audits des stations de lavage et désinfection des camions de transport d'animaux vivants.

## Gouvernance sanitaire

Élaboration du volet porc du Schéma Régional de Maîtrise des Dangers Sanitaires (SRMDS).



## Épidémiosurveillance

Participation active à RESAVIP (réseau gripes porcines) et au réseau "Pathologies Dominantes et Exceptionnelles".



## Retrait des cadavres de poules en élevages

Rappel du cadre réglementaire et des bonnes pratiques.  
Échange avec la DRAAF Bretagne.

## Veille sanitaire

Relais au terrain des alertes et de leurs conséquences (Ex : modification du niveau de risque Influenza Aviaire...).

## Veille réglementaire

Participation conjointe avec le CNPO, aux travaux de la DGAL sur le projet de note de service relative à l'application du nouvel arrêté du 1<sup>er</sup> août 2018 sur le plan national de lutte "Salmonelles" en filière Ponte.

## Élaboration du SRMDS avicole

Collaboration avec le GDS Bretagne pour l'élaboration du Schéma Régional de Maîtrise des Dangers Sanitaires des filières avicoles.

## Loi UE santé animale

Suivi du contenu et de ses conséquences en France.

## Base de données (BD) pondeuses

Relais du CNPO, auprès des OP Œufs du Grand Ouest, pour la mise en place à compter de mi-septembre 2018. **Objectif** : enregistrer les mouvements d'animaux en filière Œufs et à terme, gérer des informations sanitaires.

## Biosécurité

Travaux en lien avec le transport des animaux.

## Contrôles officiels

Proposition à l'administration.

# ZOOM



## PLAN NATIONAL DE LUTTE SALMONELLES

La parution de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2018, relatif à la surveillance et à la lutte contre les infections à *Salmonella* dans les troupeaux de l'espèce *Gallus gallus* en filière Ponte CEufs de consommation, élève de façon importante le niveau de contraintes lié à cet agent.

Cet arrêté ne tient pas compte des discussions engagées en 2016 et mises en sommeil par les deux crises d'Influenza aviaire. Il supprime toute délivrance systématique d'APMS\* et institue l'APDI\* quasi-systématique dès le 1<sup>er</sup> résultat positif.

Les échanges, en vue de la note de service destinée à préciser l'application de cet arrêté avec la DGAL, se sont avérés très compliqués, l'administration suspectant très fortement les pratiques de dépistage appliquées en élevages.



L'objectif de réduction du risque de TIAC\* est partagé par la profession. Mais elle déplore, entre autre, la volonté de l'administration d'imposer le blanchiment total des élevages en *Salmonella Typhimurium*, non spécifique des ateliers de ponte. La prise en compte de l'excrétion de salmonelles au niveau des fientes serait plus opportun pour évaluer le vrai risque en santé humaine.

\* APMS : Arrêté Préfectoral de Mise sous Surveillance

APDI : Arrêté Portant Déclaration d'Infection

TIAC : Toxi-Infections Alimentaires Collectives



## BIOSÉCURITÉ : PROTÉGER LES ÉLEVAGES



La mobilisation de la profession et des services de l'État en 2018 vise à limiter le risque de contamination d'un élevage vis-à-vis de la **Fièvre Porcine Africaine**. Cela a abouti à une vaste campagne de communication et de sensibilisation des éleveurs, transporteurs, chasseurs... et à la publication le 17/10/2018 d'un arrêté ministériel sur les mesures minimales de biosécurité à respecter en élevage. L'UGPVB a participé aux travaux de rédaction conduits par la DGAL. **Objectif** : faire respecter à tout détenteur de site d'élevage les fondamentaux de la biosécurité.

De même sur le **SDRP**, il existe une charte OS\* Porc Bretagne de protection des élevages négatifs, dans laquelle 10 mesures minimales de biosécurité en élevage sont à respecter. À ce jour, 202 sites d'élevage sont engagés dans ce plan de lutte contre le SDRP.

Enfin, l'extension à la **DEP** de la procédure de contrôle des porcelets importés, jusque là restreinte au SDRP, s'inscrit dans cet objectif de préservation du statut sanitaire de la Région. Cette stratégie est confortée par les résultats de l'enquête de prévalence de DEP réalisée par l'ANSP\*. Les conclusions sont éloquentes et traduisent l'excellence sanitaire des éleveurs. L'enquête a permis de conclure à un taux de prévalence de la DEP en France, inférieur à 0,6%.

\* ANSP : Association Nationale Sanitaire Porcine  
OS : Organisation Sanitaire



# 4

## QUALITÉ RENFORCER LES DÉMARCHES



### Responsables professionnels

- **Porc** : Jean-Pierre SIMON
- **Bovin** : Philippe DAGORNE

### CONTACTS

- **Porc** : Laurie DETRIMONT
- **Œuf** : Gilles GUILLAUME

# NOS ACTIONS 2018



## Cahier des charges QT\*

Suivi des écarts et du plan de contrôle externe.  
Participation aux travaux nationaux sur l'évolution de la démarche.

## Information sur la Chaîne Alimentaire

Nouvelle information liée à la reconnaissance ou non des sites vis-à-vis du risque trichine dans BDPORC et sur le bon d'enlèvement des animaux.

## Guide de Bonnes Pratiques d'Hygiène

La version 2, validée par la profession, est en attente de reconnaissance officielle par l'administration.

**Rouget** : Suivi du plan d'action.

**BDPORC** : Animation et administration en Bretagne.



## Traçabilité

Intervention en faveur de l'intégration des produits transformés à base d'œufs au cahier des charges "Œufs de France", nouveau logo de la filière ayant rejoint la gamme nationale des logos hexagonaux.



## Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage

Promotion de la charte, socle de base pour l'élevage bovin.

**R&D** : Essais jeunes bœufs et génisses croisées à la station de Mauron.

\* Qualité Traçabilité



## EGA\* ET PLANS DE FILIÈRE

### La montée en gamme comme axe majeur

- **En bovin**, l'URGO\*, très impliquée dans les EGA, est prudente sur l'objectif visant à faire passer la part du label rouge (LR) de 5 à 40 %. Elle a identifié les risques suivants : décevoir le consommateur en intégrant tout le troupeau allaitant et les jeunes bovins, déstabiliser les points de ventes engagés depuis longtemps, exacerber une concurrence à la baisse des prix sur un produit haut de gamme.
- **En porc**, l'objectif est de passer, à échéance 2027, de 0,5 à 10% d'élevages en Agriculture Biologique et de 4 à 12% en LR. La création du logo "**Charcuterie de France**" vise à valoriser la charcuterie fabriquée à partir de viande "**Le Porc Français**". La reconnexion des cahiers des charges "QT" et "Le Porc Français" est subordonnée à une mise en conformité "QT" d'un plus grand nombre d'élevages.
- **En œufs**, l'objectif est d'atteindre 50% d'œufs alternatifs en 2022. Le lancement du logo "**Œufs de France**" en lien avec la base de données avicole vise le double objectif de renforcer l'identité de la production nationale en œufs et ovoproduits, tout en améliorant la traçabilité.

\* EGA : Etats Généraux de l'Alimentation  
URGO : Union Régionale du Grand Ouest

# ZOOM



## DÉCLARATION D'ACTIVITÉ PORCINE

Chaque détenteur-éleveur de porcins est tenu de réaliser, pour chaque site d'élevage de son exploitation, une déclaration d'activité. Les informations de cette déclaration d'activité (relatives à l'exploitation, au détenteur, au site d'élevage, aux intervenants sur le site d'élevage, au type de porcins, de production, d'élevage, au nombre de places et au mode d'élevage) sont enregistrées dans la base de données BDPORC.

Compte tenu des réelles menaces en matière de Fièvre Porcine Africaine, de fièvre aphteuse, de diarrhées épidémiques porcines..., l'UGPVB a décidé de réaliser une campagne de mise à jour des déclarations d'activité. 5044 sites d'élevage ont été concernés. Chaque détenteur de ces sites a reçu un formulaire de déclaration d'activité prérempli à mettre à jour et/ou à valider. Quatre bilans de l'avancée de la réactualisation des informations ont été transmis aux OP par l'UGPVB.

Dans ses communications, l'UGPVB a particulièrement souligné l'importance d'avoir, dans BDPORC, l'information à jour du vétérinaire sanitaire et du vétérinaire traitant de tous les sites d'élevage. Ce sera, en effet, l'un des principaux leviers efficaces à la gestion de toutes crises sanitaires.



## PIG CONNECT

Dans la continuité des travaux engagés par BDPORC depuis 3 ans, l'application **Pig Connect**, permettant de saisir les bons d'enlèvements (BE) sur smartphone ou PC, a été développée et présentée aux différents acteurs de la filière.

Depuis le début de l'année, le dispositif est testé par les éleveurs de porcs. Il est actuellement en test chez les transporteurs et en abattoirs.

L'application a été largement plébiscitée par les 50 éleveurs testeurs. Actuellement, ce sont plus de 800 bons d'enlèvement qui ont été saisis grâce à **Pig Connect**. Ces bons sont enregistrés dans **Pig Connect** et sont consultables par l'éleveur à tout moment. Ils sont également visualisables par l'abattoir.



De plus, **Pig Connect** peut d'ores et déjà être utilisée pour tous les transferts de porcelets entre sites, lorsque l'éleveur transporte lui-même ses porcelets.

Le bon d'enlèvement saisi est immédiatement enregistré dans **Pig Connect** et la tournée est directement notifiée dans BDPORC, sans étape supplémentaire pour l'éleveur.

# CHIFFRES CLÉS

## Adaptation de la production d'œufs au marché

2 enquêtes prospectives en 2018 sur l'évolution de la production d'œufs à l'horizon 2 ans (mi-2020) sur le Grand Ouest

## 50% d'œufs alternatifs à l'horizon 2022

50% d'œufs alternatifs = 24 millions places de poules pondeuses

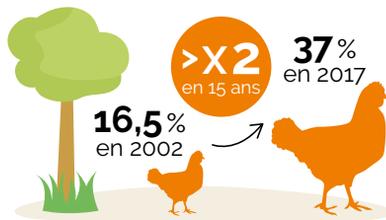
2016 : 68% de places pp cages

2018 : 63,3% de places pp cages soit + 13 % de places pp en systèmes alternatifs

2019/22 : en 4 ans, il reste **6,5 millions** de places à convertir

pp = poules pondeuses

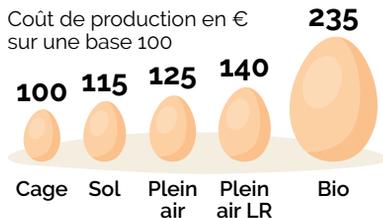
## La part des poules en élevages alternatifs a plus que doublé en 15 ans



Source : CNPO d'après Agence Bio, Synalaf, DGAL - 2017

## Sortie de la cage : vers un œuf plus cher à produire !

Coût de production en € sur une base 100



(Source : ITAVI - données 2018)



---

## Notification des mouvements en Bretagne

**79%** des mouvements sont notifiés dans les délais réglementaires, soit avant 7 jours (+2% par rapport à 2017)

**4%** des mouvements sont notifiés à plus de 28 jours (-4% par rapport à 2017)

---

## Indicateur "Maîtrise du risque trichine"

(Octobre 2018)

Sites reconnus : **5 275**

Sites non reconnus : **157**

Sites plein-air trichine : **205**

---

## Référencement des élevages de porcs

**5 032** sites QT

**5 183** sites VPF porcs charcutiers

**2 387** sites VPF cochons

---

## Liens actifs TATOUPA

**1 015** (+17,5% par rapport à 2017)

---





# 5

## BIENTRAITANCE SAVOIR-FAIRE ET FAIRE SAVOIR



### Responsables professionnels Porc

Mickaël BENOIT

Jean-Pierre SIMON

### CONTACTS

- **Porc** : Mathilde HELSTROFFER
- **Œuf** : Gilles GUILLAUME

# NOS ACTIONS 2018



## **Mise à mort à la ferme**

Travaux avec l'administration nationale pour obtenir un cadre réglementaire avec des méthodes et des procédures de mise à mort validées officiellement. Une saisine de l'ANSES a été formalisée par la DGAL pour valider le contenu du guide, co-construit avec l'administration, les vétérinaires et la profession. Lancement en 2018, des formations vétérinaires devant former les éleveurs.

## **Abreuvement, lumière, matériaux manipulables**

Contributions à l'élaboration et à la diffusion de fiches techniques.

## **Commission bientraitance OS' Porc Bretagne**

Travaux pour traiter des sujets de bientraitance animale et en particulier de la caudectomie. Concertation avec un représentant de la plateforme européenne du bien-être animal.



## **Étude époutage**

Participation aux travaux de l'étude CASDAR portant sur l'élaboration d'un guide technique.

## **Adaptation des bâtiments cages**

Suivi de la problématique posée aux éleveurs en impasse de solution.

## **Segmentation de la production**

Veille prospective de l'évolution de l'offre en œufs alternatifs (sol, plein-air et bio) en lien avec l'évolution du potentiel global de production.



# ZOOM



## CAUDECTOMIE

La commission bien-être de l'OS\* Porc Bretagne a organisé une journée de travail sur ce dossier. Participaient aux travaux initiés en région : la DGAL, l'administration régionale ainsi que les organisations nationales.



### Au programme :

- Visites de deux élevages à Plouigneau et à Meslin,
- Présentation en salle par les OP Evel'Up, Cooperl, Porc Armor Évolution, Syproporc et Porvéo.

Dans le prolongement de ces échanges, le conseil d'administration a décidé de créer une plateforme d'échange au sein de l'OS Porc Bretagne dans la perspective de mener un travail de fond. Celui-ci vise à promouvoir les bonnes pratiques d'élevage, notamment celles concourant à l'amélioration des performances technico-économiques de l'élevage, sans garantie d'efficacité en matière d'arrêt de la caudectomie en routine. Malgré la complexité du sujet, l'administration a mesuré et souligné la pro-activité de la profession qui s'inscrit, selon elle, pleinement dans le cadre du plan bien-être animal 2016-2020 porté par le Ministre de l'Agriculture. L'administration a confirmé sa volonté de s'engager aux côtés de la profession pour relever ce défi, tout en prenant en compte les réalités de l'élevage.

\* Organisme Sanitaire



# 6

## JURIDIQUE ACCOMPAGNER LE COLLECTIF



### CONTACTS

- Alexis DOUILLARD
- Mathilde HELSTROFFER





## Les publications

**13** infos juridiques relatives à l'environnement, l'urbanisme et la bientraitance animale

**4** amendements proposés dans le cadre du projet de loi sur les simplifications réglementaires

**1** expertise parue dans la France Agricole (cf. encadré)

## Activités du service

Près de **200** consultations juridiques écrites et orales de la part des OP

**PLU**

### Un poulailler construit sans permis

*Je suis élu d'une commune rurale de 2 000 habitants, avec un plan local d'urbanisme. Nous avons eu la surprise de découvrir, il y a quelque temps, un poulailler en pleine campagne (classé A au PLU), d'une surface de 45 m<sup>2</sup>, pouvant accueillir 240 poules. Le propriétaire du bâtiment n'est pas agriculteur, mais se déclare cotisant solidaire. Notre PLU prévoit une demande préalable pour toute construction de plus de 20 m<sup>2</sup>. Il n'y a pas eu de demande de permis de construire, mais ce bâtiment n'a pas de fondation. Est-ce que la mairie peut exiger sa destruction ?*

**L'**article L. 421-1 du code de l'urbanisme dispose que les constructions, même ne comportant pas de fondations, doivent être précédées de la délivrance d'un permis de construire. « Quelques constructions font exception à ce principe et ne nécessitent ni permis de construire, ni déclaration préalable. Elles sont listées dans les articles R. 421-2 à R. 421-12 du code de l'urbanisme, rappelle Alexis Douillard, du service juridique de l'Union des groupements de producteurs de viande de Bretagne (UGPVB). En l'espèce, le poulailler décrit n'a pas l'air de figurer au rang de ces constructions exemptées d'une demande de permis de construire. »

Le juriste indique également que « le fait d'exécuter des travaux sans satisfaire aux obligations imposées par le code de l'urbanisme constitue une infraction pénale, selon l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme ». Dans ce cas, le maire agissant en qualité d'officier de police judiciaire est tenu de faire constater l'infraction en dressant un procès-verbal, qu'il transmet sans délai au procureur de la République. Il appartient ensuite à ce dernier d'apprécier les suites à donner à la plainte, selon l'article 40 du code de procédure pénale.

**Sur le devenir du bâtiment édifié de façon irrégulière**, l'article L. 480-5 du code de l'urbanisme prévoit qu'en cas de condamnation d'une personne physique ou morale pour une infraction prévue à l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme, le tribunal statue, après avis du maire, « soit sur la mise en conformité des lieux ou celle des ouvrages, avec les règlements, l'autorisation ou la déclaration en tenant lieu, soit sur la démolition des ouvrages ou la réaffectation du sol en vue du rétablissement des lieux dans leur état antérieur ». À noter que le délai de prescription est passé de trois à six ans en matière délictuelle. Ainsi, la possibilité d'une action publique court pendant six ans à compter de la date à laquelle la construction a été achevée.

La France Agricole du 13 avril 2018



**ARRÊTE  
DE FAIRE DES  
COCHONNERIES!**

# 7

## COMMUNICATION PROMOUVOIR LES MÉTIERS



**Responsable professionnel Porc**  
David RIOU

### **CONTACTS**

- **Porc** : Émilie CHARPENTIER
- **Œuf** : Gilles GUILLAUME

# NOS ACTIONS 2018



## 3<sup>e</sup> édition du concours "De l'art ou du cochon"

Organisation du jury, expositions/ventes des 500 cochons décorés, vente aux enchères au SPACE, organisation du don aux Banques Alimentaires.

## Tous à la Roazhon Ferme le 14 avril

Promotion collective de l'agriculture auprès des rennais en avant-match. Animations proposées : porcelets, visite virtuelle d'un élevage, tirs aux buts, dégustations.

## Terres de Jim

Participation à la plus grande fête agricole en plein air d'Europe avec des animations ludiques pour le grand public les 7-8-9 septembre à Javené (35).

## Pig Movie Challenge

Défi lancé aux entreprises de la filière de réaliser une vidéo sur le thème des idées reçues sur l'élevage. Mise en ligne sur Facebook des vidéos participantes.

## Les Z'Homnivores

Participation aux travaux sur la stratégie d'influence digitale : veille, présence sur les réseaux sociaux...



# ZOOM

## FRANCE BLEU EN DIRECT DE CHEZ DAVID RIOU

La matinale de **France Bleu Breizh Izel** s'est délocalisée le 20 juin, pour réaliser son émission en direct de l'élevage de David Riou. L'occasion de communiquer sur l'origine des produits, l'attractivité des métiers, la fierté d'être éleveur et les bonnes recettes des auditeurs à base de cochon !

# CHIFFRES CLÉS

---



## Don aux Banques Alimentaires

**15 000** côtes de porc remises en décembre 2018

**SPACE 2016** : Engagement à donner **600 000** œufs sur 2017/2020 (6 dons)

**100 000** œufs remis en juillet 2018 (1<sup>er</sup> don)

---



## Journée Tous à la Ferme ! Agriculteurs de Bretagne

**+ de 23 000** visiteurs

**23** fermes :  
5 en porc, 2 en bovin viande,  
2 en poules pondeuses

**5** OP mobilisées :  
Cooperl AA, Evel'Up, Nutréa,  
Syproporcs, Triskalia

---



## De l'art ou du cochon

**72** écoles et communes participantes au concours, soit 2500 élèves

**12** expositions/ventes

**+ de 20** articles en presse locale

**6 000 €** récoltés au profit des Banques Alimentaires dont **2 480 €** issus de la vente aux enchères des cochons lauréats au SPACE

---

## Terres de Jim

**105 249** visiteurs sur l'évènement

**18** bénévoles des OP mobilisés :  
GRPPO, Triskalia, Syproporcs,  
Porc Armor Évolution

---

## Pig Movie Challenge

**7** participants, **4** lauréats

**+ de 20 000** vues de la vidéo lauréate sur **Facebook**

---

## DES AFTERWORKS COCHONS

Un nouveau concept baptisé "Happig Hour", a été testé cette année pour aller à la rencontre des jeunes consommateurs urbains et contrer les a priori sur l'élevage.

Deux afterworks ont ainsi été organisés en juin, à Quimper (VandB) et Rennes (Bar branché de centre ville). Au cours de ces deux soirées, des éleveurs ont proposés aux clients des défis ludiques, avec à la clé des planches de charcuterie à gagner. L'occasion d'engager le dialogue et de passer des messages positifs.

**Le résultat ?** De la convivialité, des échanges, des encouragements du grand public, des éleveurs qui repartent avec une fierté renforcée. Bref, le succès était au RDV.

**L'objectif** est désormais que des éleveurs démultiplient ces "Happig Hour" dans des centres urbains autour de chez eux. Le kit des défis est mis à disposition sur demande.

### Les 5 défis "cochons" à relever :

- Dégustation à l'aveugle
- Reconnaissance des céréales
- Test de rapidité sur les produits à base de porc
- Questions pour un cochon
- Visite d'élevage virtuelle

**Défi bonus : le selfie cochon !**

## CHIFFRES CLÉS

- 28** éleveurs et techniciens bénévoles
- 55** planches de charcuterie offertes
- 300** participants aux défis



## L'ÉLEVAGE DE PORCS, PARLONS-EN !

Tel est le titre de la nouvelle série de 8 vidéos lancée en octobre par le CRP Bretagne et le CDMP\*.

**L'objectif ?** Répondre aux idées reçues sur l'élevage, montrer que les éleveurs sont fiers d'exercer leur métier avec passion et de nourrir avec plaisir leurs concitoyens.

Dans cette série, on retrouve 2 éleveurs, Sophie et David, en mode YouTubeur. Ils répondent en moins d'une minute aux questions que se posent les consommateurs sur l'élevage.

Retrouvez la série, diffusée au rythme d'une vidéo tous les 15 jours, sur les réseaux sociaux et sur la chaîne YouTube dédiée **"L'élevage de porcs, parlons-en"**.  
À relayer sans modération pour amplifier la communication positive !

Des fiches mémo pédagogiques (1 par vidéo) sont en cours de réalisation pour compléter ces vidéos. Elles constitueront un nouvel outil de communication aussi bien pour le grand public (diffusion en portes ouvertes par exemple), que pour les éleveurs.

\* Centre de Documentation des Métiers du Porc

### CHIFFRES DE LA DIFFUSION

(moyenne/vidéo)

**20 631** vues

**5 675** interactions (Likes, partages, commentaires, clics)

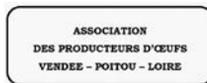
**58** retweets



## NOS PARTENAIRES NATIONAUX ET EUROPÉENS



## NOS ADHÉRENTS





# UGPVB

Union des Groupements de  
Producteurs de Viande de Bretagne

104 rue Eugène Pottier  
35000 RENNES

Tél. 02 99 65 03 01  
Fax 02 99 30 15 34

**ugpvb@ugpvb.fr**  
**www.ugpvb.fr**